

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques accidentels  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 15 novembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **RHODIA OPERATIONS (groupe solvay)**

CI Saint Roch  
58500 Clamecy

Références : 220752  
Code AIOT : 0005401338

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2022 dans l'établissement RHODIA OPERATIONS (groupe solvay), implanté CI Saint Roch - 58500 Clamecy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RHODIA OPERATIONS (groupe solvay)
- CI Saint Roch BP 25 58500 Clamecy
- Code AIOT : 0005401338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ied : Oui

L'usine de Clamecy de la société RHODIA est spécialisée dans la fabrication industrielle de produits chimiques à destination des secteurs de l'agrochimie, des cosmétiques et des formulations industrielles de type peintures et revêtements. Ce site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral (AP) n° 2007-P-1939 du 11 avril 2007. Il s'agit d'un établissement « seuil haut » selon la directive dite « SEVESO 3 », du fait de ses stockages de liquides inflammables et de produits dangereux pour l'environnement aquatique.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Mise en œuvre du plan de secours de l'établissement (POI) de façon inopinée et hors heures ouvrées.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.7.6.2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection inopinée du plan de secours de l'établissement, hors heures ouvrées, a permis, via la simulation d'un incident, de constater la bonne réactivité des personnels et l'adéquation des moyens matériels prévus pour le scénario dans le POI.

Plusieurs pistes d'amélioration sont toutefois identifiées dans le présent rapport. En particulier :

- réflexion à mener sur l'intégration dans les équipes, y compris de nuit, d'au moins un pompier interne permettant d'assurer en tout temps la présence de personnel d'intervention sur le site et un niveau de réactivité élevé en cas d'incident ;
- état des stocks par famille de produits présents sur le site au-delà des seuls liquides inflammables.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Plan d'opération interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de secours
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit établir un plan d'opération interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers.</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du POI jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (PPI) par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnel et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI.</p> <p>[...] Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un POI (version 9 - 10/06/2020).</p> <p>La mise en œuvre inopinée du plan le soir du 03/11/22, hors heures ouvrées, par l'inspection des installations classées, a permis de constater :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une bonne réactivité des moyens en personnels : liste d'appels, délai d'arrivée sur site, consignes,</li> <li>- la présence des matériels identifiés par le POI par rapport au scénario d'incident simulé : salle de commandement, moyens de communication, mallette de prélèvements dans l'air, absorbants, appareils respiratoires isolants, masques, boudins, solvant de nettoyage.</li> </ul> <p>Il est relevé les points d'amélioration suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le dispositif pompiers repose sur le foisonnement : contact dans la liste à disposition de la dizaine de pompiers internes. Au-delà du foisonnement, une réflexion est à mener sur l'intégration dans les équipes, y compris de nuit, d'au moins un pompier interne permettant d'assurer en tout temps la présence de personnel d'intervention sur le site et un niveau de réactivité élevé (pas de pompier interne présent sur site le jour de l'inspection, mais personnels-pompiers rapidement disponibles à leur domicile situé à proximité du site) ;</li> <li>- mise à disposition d'une version papier complète du POI au poste de commandement et réflexion sur le versionnage du POI (version globale versus version pour chaque document composant le POI) ;</li> <li>- l'exploitant doit se positionner sur la présence d'une boîte de tubes de prélèvements d'acrylate dans l'air périmée d'août 2022 (une autre boîte de tube présente étant valide), en la retirant ou en garantissant sa bonne efficacité ;</li> <li>- les contenants du solvant de nettoyage RPDE font l'objet d'un étiquetage faisant figurer une date sans mentionner s'il s'agit d'une date de fabrication ou d'une date de péremption, qu'il convient de préciser. La transmission à l'inspection de la FDS de ce produit est sollicitée, afin de confirmer qu'il ne contient pas de substances relevant d'une mention de dangers Hxxx ;</li> <li>- le nombre minimal de personnes permettant de mettre en œuvre le POI (et donc de commencer à agir pour prévenir les risques) n'est pas clairement défini au moment de la mise en situation, la liste des agents à contacter étant toutefois clairement établie ;</li> <li>- pallier l'absence de produits absorbants aisément visibles et accessibles dans le local de stockage d'acrylate d'éthyle (mais présence dans un atelier voisin).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer <i>a minima</i> les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> L'état des stocks est consultable en ligne, soit globalement, soit par secteur d'activités. Pour le regroupement par famille de mention de dangers, seule la catégorie des inflammables est disponible. Ainsi, la famille des produits toxiques pour l'homme ou la famille des produits dangereux pour l'environnement n'est pas directement accessible. L'exploitant doit compléter son état des stocks sur les différentes familles de mention de danger. Pour rappel, ces dispositions sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. Ce point avait déjà été constaté lors de la précédente visite d'inspection du 30/11/2021 en prévision de l'échéance d'application du 01/01/2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet